



LE COURRIER DES BALKANS

## Élections européennes en Roumanie : tour de chauffe avant la présidentielle

Par notre correspondante à Bucarest

Sur la Toile :



Mise en ligne : lundi 21 avril 2014

**Pour la troisième fois depuis leur entrée dans l'Union européenne en 2007, les électeurs roumains vont élire leurs députés européens le 25 mai prochain. Quinze formations politiques et neuf candidats indépendants sont en liste pour un scrutin qui passionne peu les foules et qui ressemble de plus en plus à une répétition générale avant les présidentielles de novembre prochain.**



Par Julia Beurq

2014 est une année électorale *par excellence* pour la Roumanie. Dans un peu plus d'un mois, les électeurs choisiront leurs 32 représentants à Bruxelles et à Strasbourg. Au-delà du nombre de sièges que chaque parti réussira à arracher, cette élection s'annonce comme un match préparatoire avant le tournoi qui clôturera l'année, à savoir l'élection présidentielle de novembre prochain. Ce scrutin est déjà annoncé par les politologues comme « l'un des plus importantes de l'histoire de la Roumanie ». Au bout de huit ans, Traian Băsescu cède sa place et les prétendants à sa succession sont nombreux.

Retrouvez notre dossier :

**[Elections européennes 2014 : un rendez-vous majeur pour les Balkans](#)**

La coalition fraîchement créée par le Premier ministre Victor Ponta, à la suite du divorce récent – mais attendu – entre ce dernier et le libéral Crin Antonescu, créditée de 42% des intentions de vote dans un sondage du 24 mars, part favorite. Victor Ponta a resserré les rangs et formé une alliance entre le Parti social-démocrate (PSD), l'Union nationale pour le progrès de la Roumanie (UNPR) et le Parti conservateur (PC). Cette coalition compte obtenir au minimum treize sièges au Parlement européen (PE). Elle présente principalement des candidats qui siègent déjà dans cette assemblée. L'importance pour le Premier ministre est donc d'asseoir son pouvoir en creusant l'écart avec les autres forces politiques et surtout de mobiliser son électorat traditionnel.

### A droite, une lutte fratricide

Face à l'alliance de Victor Ponta, on trouve son ancien partenaire, Crin Antonescu - le président du Parti national libéral (PNL) - sorti très affaibli de sa rupture avec le Premier ministre. Selon les sondages, le PNL atteindrait à peine 15% des votes, ce qui lui conférerait moins de quatre sièges. Dans le cas où sa formation n'atteindrait pas 20% des voix, Antonescu a affirmé « vouloir démissionner de ses fonctions ».

Toujours du même côté de l'échiquier, la droite est divisée en de nombreuses formations politiques. Le Parti démocrate-libéral (PDL), auquel appartient le président Traian Băsescu, est crédité de seulement 10% des intentions de vote, tout comme son principal adversaire qui n'est autre que le Parti du mouvement populaire (PMP), qui regroupe d'anciens proches de Traian Băsescu déçus par ce dernier.

Ces luttes intestines risquent de disperser les votes de l'électorat de droite et de profiter à la gauche. L'eurodéputé Cristian Preda, tête de liste du PMP a donc proposé sur son blog « un pacte de non-agression entre les listes qui se revendiquent du Parti populaire européen (PPE), à savoir le PDL, le Parti national paysan chrétien démocrate (PNTCD) et Force civique (FC) ». Jusqu'à maintenant, aucun des partis concernés n'a répondu à son appel.

Cette dispersion de l'électorat pourrait avoir des conséquences pour l'Union démocrate des Magyars de Roumanie (UDMR). Ainsi l'expliquait Gyorgy Frunda, membre de l'UDMR et conseiller honorifique de Victor Ponta, sur RFI : « Dans cette lutte entre ces partis de droite, le danger pour nous, l'UDMR, c'est de ne pas atteindre le seuil de 5%. Il y a cinq ans, [la participation aux élections européennes était de 27% [alors qu'en 2009, la moyenne européenne du taux de participation aux élections tournait autour de 43%, NdlR]-><http://balkans.courriers.info/article13105.html>]. Si cette année, la participation atteint les 35%, il sera très difficile pour la communauté magyar de Roumanie d'atteindre le seuil électoral et d'entrer au Parlement européen ».

### Une myriade de candidats indépendants

Les grands partis ont aussi du souci à se faire, puisque le nombre de candidats indépendant (onze) est en augmentation, ce qui risque encore de disperser l'électorat. Attirées par un salaire d'eurodéputé, autant que par la possibilité d'amener certains débats dans l'agenda public, on retrouve des personnalités assez diverses, provenant de la société civile, du milieu sportif, ou même soutenues implicitement par l'Église orthodoxe roumaine. D'autres sont des dissidents de certains partis politiques et leur font directement de l'ombre auprès des électeurs.

C'est le cas de Mircea Diaconu, un ancien sénateur libéral, dont la candidature a fait scandale. Cet acteur renommé est sous le coup d'une interdiction d'occuper une fonction éligible jusqu'en 2015. Le Bureau électoral central (BEC), en suivant les recommandations de l'Agence nationale de l'intégrité (ANI), avait rejeté la candidature de Diaconu. La justice lui a tout de même donné raison arguant que la loi qui concerne son cas est « imprécise ». Le texte stipule en effet que l'interdiction concerne « la même fonction éligible ». Selon le tribunal de Bucarest, la fonction d'eurodéputé n'étant pas identique à celle de sénateur, Mircea Diaconu a eu la voie libre pour se présenter.

Vadim Corneliu Tudor, - le dirigeant historique et controversé du parti d'extrême-droite de la grande Roumanie (PRM) - a bien failli, lui aussi, ne pas pouvoir se présenter cette année, alors qu'il a actuellement trois députés au PE. Son ancien bras-droit, Gheorghe Funar, avait également déposé une liste PRM, qui avait été rejeté par le BEC, tout comme celle de Vadim Corneliu Tudor. Mais ce dernier avait contesté cette décision et la Cour d'appel de Bucarest lui avait donné raison.

Dans cette course anticipée à la présidentielle, beaucoup d'analystes et d'électeurs regrettent le manque de débat de fond quant à l'avenir de l'Union européenne (UE). Comme souvent, les discussions s'orientent autour de luttes politiques internes et ne font que refléter le manque d'intérêt pour des thèmes qui sont liés à l'Europe. Pourtant, ces sujets concernent directement le devenir de la Roumanie.

[Réagir à cet article](#)



Votre profil

Créditer votre compte



**Belgradexpress : les étudiants du CFJ en reportage dans les Balkans**



Livres

ONG

Liens

Agenda

- Du 24 avril 2015 au 26 avril 2015  
**Welcome in Tziganie**  
Seissan (32260)
- Du 11 avril 2015 au 12 avril 2015  
**Salon du livre des Balkans 2015 - Les Balkans autrement**  
Paris (75013)  
Association Albania / Inalco
- Du 30 mars 2015 au 12 avril 2015  
**Printemps balkanique. Dixième édition**  
Basse-Normandie  
Balkans Transit

Forums